

ATERANIUS-OWANGA Alice, MEBIAME-ZOMO Maixant, TONDA Joseph (dir.), 2016, *La Violence de la vie quotidienne à Libreville*, Louvain-la-Neuve et Paris, Academia L'Harmattan, « Investigations d'anthropologie prospective » 13, 416 p.
par Safietou Diack

Cet ouvrage collectif, issu de journées d'études qui se sont tenues à l'université Omar-Bongo de Libreville en 2013, traite d'un thème de la vie sociale gabonaise peu étudié, celui de la violence quotidienne. À Libreville, entre « la violence légitime » de l'État et la pression d'une situation économique et sociale précaire, les populations déploient des stratégies qui apparaissent comme autant de formes de résistance et de quête de reconnaissance sociale. Ces réponses illustrent un dialogue entre différents aspects et niveaux de violence. Les enquêtes de terrain, menées ici principalement dans la capitale gabonaise, élargissent les champs de recherche sur ce pays jusque-là cantonnés aux faits politiques et religieux. Trois aspects de la violence sont abordés dans les quatre parties de l'ouvrage : la violence des rapports sociaux, la violence des institutions autant politiques que religieuses, et la violence de l'invisible. Les contributeurs analysent la manière dont ces violences s'expriment dans « la vie quotidienne » des habitants de Libreville, témoignant des dynamiques politiques, économiques, sociales et culturelles à l'œuvre dans le Gabon postcolonial.

Sur la base de recherches empiriques et pluridisciplinaires (anthropologie, géographie, histoire, littérature orale) cette publication montre que la violence n'est pas le monopole d'une institution, d'une catégorie, d'un groupe social. Sous diverses formes, elle se retrouve à toutes les échelles et dans tous les milieux, au point d'apparaître comme un phénomène ordinaire. Il se pose la question de savoir si les manifestations de la violence à Libreville s'intègrent plus largement dans un système et une structure sociale propre à la société gabonaise postcoloniale. La violence ordinaire ici décrite apparaît comme une réponse à une violence instituée, mais il apparaît que les victimes peuvent aussi, souvent de manière inconsciente, participer à la reproduction d'une violence contre laquelle elles s'insurgent. La dichotomie entre victimes et bourreaux paraît ainsi moins évidente.

La première partie de l'ouvrage montre comment la captation, la prédation et la déshumanisation, sous-tendues par une quête de pouvoir et de reconnaissance, structurent les rapports sociaux à Libreville. Ainsi, l'enquête de Lionel Ikogou Rénamy dans un cimetière de la capitale gabonaise révèle « une chasse à l'homme » qui a pour cible les restes humains, particulièrement prisés lors des échéances électorales. Il établit un lien entre les pratiques occultes qui figurent une violence symbolique, et l'établissement du pouvoir politique. L'analyse que propose Alice Atérianus-Owanga des relations entre des artistes rappers et celles qui sont désignées comme leurs « groupies » révèle une réciprocité dans les rapports de domination entre genres. Les « groupies », en s'affichant avec des célébrités, aspirent à une forme de reconnaissance, quand leurs relations affichées

avec ces jeunes femmes participent pour les artistes à entretenir une image de virilité. La quête de reconnaissance s'exprime dans une deuxième forme avec la contribution de Bertin Yanga-Ngary. Restituant leurs expériences individuelles, il décrit les violences dont certaines femmes font l'objet dans les processus économiques qu'elles engagent afin de résister à la pauvreté. La violence intervient à tous les niveaux de cette expérience, de sa mise en place à la lutte que ces femmes mènent pour pérenniser et développer leur activité.

La deuxième partie s'intéresse aux formes de violence qui interviennent dans l'accès au savoir, à la connaissance et à la santé. Dans une institution en proie aux manques d'infrastructures et de moyens, Orphée Soumaho Mavioga montre comment, à l'université Omar-Bongo, les associations étudiantes deviennent des instances de reproduction de la « géopolitique gabonaise », définie comme « un mode de gestion du pouvoir entre plusieurs communautés ». Toujours dans le domaine de l'enseignement et de la transmission, Joël-Jadot Medzegue M' Akue analyse les dysfonctionnements dans les lieux de la connaissance (bibliothèques universitaires, centres de documentation...) en les appréhendant comme une violence intellectuelle qui participe au maintien de la domination par une élite politique. La violence institutionnelle s'étend au domaine de la santé, où elle s'exprime à travers l'accès aux soins. Mahéba Tonda décrit des pratiques institutionnelles autour du don du sang, qui montrent que ce geste n'est plus seulement envisagé comme altruiste mais s'inscrit dans une logique de « marchandisation » et de « zombification ». La contribution de Maixant Mebiame-Zomo apparaît comme la transition entre ces formes de violence qui touchent à l'intégrité physique, et la violence symbolique. L'article, en proposant des exemples de violence sous couvert de la religion, s'intéresse aux échanges entre groupes religieux et entre les instances religieuses et leurs fidèles. La violence du religieux est particulièrement présente dans le cadre des initiations. Nadège Chabloz illustre ce fait en analysant les parcours de Français venus au Gabon s'initier au *bwiti*. Elle étudie la façon dont la perception de cette pratique diffère chez les initiés, en fonction des expériences antérieures qui les ont conduits à vouloir cette initiation. Parallèlement, cette dernière témoigne d'une redéfinition des rapports de pouvoir entre anciens colonisés et anciens colons.

La dernière partie de l'ouvrage présente les modes d'expression de la violence de l'invisible. Les légendes urbaines autour de la figure du serpent restituées par Léa Zame Avezo'o, ainsi que les représentations et interprétations mystiques qui structurent l'imaginaire politique au Gabon, décrites par Ludovic Mba Ndzeng, illustrent une interprétation sociale de l'acquisition de la richesse et du pouvoir, politique en particulier, inscrite dans une logique de don-contre-don où celui qui reçoit s'attend à payer le prix du sang.

Avec la vie quotidienne comme point de départ, cette publication donne à voir les dynamiques à l'œuvre dans la société gabonaise. La violence se pose comme instrument de répression mais aussi de résistance. En ce sens, la contribution d'Emmanuelle Nguema Minko sur le *kongossa*, qui est une forme de parodie

par les populations du discours officiel sur le Gabon comme pays émergent, est particulièrement éclairant. Les études de cas de cet ouvrage contribuent à approfondir une dimension de la vie sociale gabonaise, et plus largement africaine, en chantier. La violence quotidienne reste un phénomène diffus dont les mécanismes complexes sont progressivement mis en lumière.

BELLECC Dominique (établi et annoté par), COQUERY-VIDROVITCH Catherine (présenté par), 2014, *Le Rapport Brazza. Mission Pierre Savorgnan de Brazza. Commission Lanessan*, Neuvy-en-Champagne, Le Passager clandestin, « Les Transparents », 308 p.
par Paulette Roulon-Doko

Pierre Savorgnan de Brazza était un officier de la Marine française qui explora l'Afrique centrale au cours de trois missions (1875-1879, 1880-1882 et 1883-1885), démarrant ainsi l'expansion coloniale française qui s'appropriera le « Congo français » composé du Gabon, du Moyen-Congo et de l'Oubangui-Chari dont il fut nommé commissaire général en 1886. Remercié en 1887, il se retira à Alger et « demanda sa retraite l'année suivante » (p. 12). Cependant, suite au scandale international de l'État indépendant du Congo, la Chambre des députés décida d'une nouvelle mission « chargée de démontrer que le Congo français était irréprochable » (p. 12), qu'elle confia à Brazza. C'est ainsi que de mars à août 1905, Brazza retourna au Congo, où il accumula des notes sur la situation qu'il observait. Suite à la brusque disparition de Brazza, mort le 9 septembre 1905 sur le bateau qui le ramenait en France, l'ensemble de ses archives furent envoyées au ministre des Colonies qui chargea une commission présidée par Jean-Marie de Lanessan de rédiger le rapport final. Mais son contenu ayant été jugé trop explosif, le rapport finit par être enterré et ne fut jamais rendu public. En 1907, seuls « 10 exemplaires numérotés et destinés à demeurer confidentiels » (p. 36) furent imprimés et, à l'exception d'un exemplaire remis au ministre, placés dans le coffre-fort du ministère. C'est donc ce rapport qui « fut oublié » et qu'on « crut perdu, jusqu'à ce qu'un exemplaire soit retrouvé dans les archives d'outremer en 1965 » (p. 9). Il est aujourd'hui publié, plus de 100 ans après les faits relatés.

Un scrupuleux travail d'édition a été fait pour permettre une lecture aisée du texte du rapport. Les rares mots manquants ont été ajoutés, ainsi qu'un important jeu de notes de bas de page nécessaires à la compréhension, tous signalés entre crochets. Cela permet en particulier de distinguer ces notes ajoutées des notes du texte original. La première partie du texte, intitulée « Accusations et discussions », « représentant environ les trois quarts du Rapport complet » (p. 47), a été distribuée en trois sections, la seconde partie, intitulée « organisation nouvelle », constitue la